

AMNESTY INTERNATIONAL

Communiqué de presse du bureau européen

Index AI : IOR 61/012/2007 (Public)
Bulletin n° : 082
ÉFAI
30 avril 2007

Embargo : 30 avril 2007 09h00 Heure de Bruxelles

Sommet UE/EU. Il faut sortir de l'immobilisme

Il faut cesser de fermer les yeux sur les atteintes aux droits humains commises au nom de la lutte contre le terrorisme, déclare Amnesty International avant la tenue du sommet Union européenne-États-Unis prévu à Washington le 30 avril.

Dans une lettre adressée à la chancelière Angela Merkel en février (voir <http://www.amnesty-eu.org>) l'organisation de défense des droits humains demandait avec insistance que cette rencontre soit l'occasion de demander au gouvernement américain de :

- prendre des mesures concrètes en vue de la fermeture de Guantánamo Bay et des centres de détention du même type ;
- mettre fin au programme de détentions au secret de la CIA et révéler les noms et lieux de détention de toutes les personnes encore retenues dans ces prisons ;
- mettre fin au programme de restitutions extraordinaires, comme exigé par le parlement européen.

En dépit d'appels venus du monde entier pour demander la fermeture de Guantánamo Bay, des centaines de personnes de plus de trente nationalités différentes y sont toujours enfermées.

En juin 2006, Amnesty International a présenté aux autorités américaines un ensemble de mesures concrètes visant à fermer Guantánamo. Il est de la responsabilité des autorités américaines de trouver une solution qui soit compatible avec les normes du droit international. Toutefois, l'Union européenne peut et doit faire pression pour que les autorités américaines commencent enfin à prendre des mesures en vue de la fermeture de ce qui est devenu un symbole universel d'injustice.

Dans le même esprit, Amnesty International a également demandé à l'UE d'apporter le soutien nécessaire à la tenue de procès équitables ou à la remise en liberté des détenus et d'envisager la réinstallation sur leur sol de ceux pour lesquels un retour dans leur pays d'origine présenterait des risques.

En outre, comme l'a admis le président Bush lui-même en septembre dernier, les États-Unis ont eu recours à des centres de détention au secret, gérés par la CIA dans le cadre d'un programme prévu pour les détenus qui auraient une « haute valeur » dans la guerre contre le terrorisme. Amnesty International demande instamment à l'UE d'exiger que soit mis fin à ces pratiques et que les noms des personnes détenues dans ces centres soient révélés.

« Ce que nous demandons est essentiel pour des démocraties fonctionnant avec des règles : lorsque ces règles ne sont pas respectées, on doit réagir, a déclaré Dick Oosting, directeur du bureau européen d'Amnesty InternationalL

« L'UE ne gagne rien à se détourner de ces questions, qu'elles concernent l'Europe ou d'autres pays. Elle n'y gagne pas le respect des États-Unis et certainement pas non plus celui de ses citoyens », a-t-il ajouté.

**Pour tout commentaire ou interview, merci de contacter le
Bureau européen d 'Amnesty International à Bruxelles**

Tel: +32-2-5482773

Fax: +32-2-5025686

Email: AmnestyIntl@aieu.be

Web-site: <http://www.amnesty-eu.org>